

Cure d'austérité dans la presse quotidienne d'information européenne

written by Françoise Laugée | 21 décembre 2012

L'année 2012 s'est achevée par une succession d'annonces inquiétantes quant à l'avenir de la presse quotidienne imprimée en Europe. Après les Etats-Unis (voir REM n°6-7, p.32), les vagues de licenciements se multiplient en Allemagne, en Belgique, en Espagne, en France, en Italie, au Royaume-Uni, en Suisse... Certains journaux sont au bord du gouffre. Est-ce le début de la fin annoncée, alors que la presse écrite change d'époque ? Tour d'horizon.

Face à la crise économique, les entreprises de presse sont à la peine. Confrontées à une baisse de leurs revenus publicitaires et de diffusion, elles cherchent à diminuer leurs charges dans l'ensemble de leurs services. La cure d'austérité engagée par les patrons de presse ne concerne plus seulement les entreprises indépendantes, forcément plus fragiles. Choisisant de relever en priorité le défi numérique, les grands groupes de presse européens sont à la tête de plans de restructuration sans précédent, se soldant bien souvent par des licenciements qui affectent notamment les rédactions. Tous s'engagent à maintenir la qualité journalistique de leurs titres. Un vœu pieux pour le métier de journaliste, la croissance effective dans le numérique ne compensant pas les pertes subies dans l'industrie de la presse imprimée ?

En Allemagne, l'hebdomadaire de référence Der Spiegel, vendu à plus de 900 000 exemplaires, annonçait en novembre 2012 qu'il envisageait des suppressions de postes. Pour son directeur exécutif, Ove Saffe, « *seul un résultat correct nous permet de garantir notre indépendance économique et par là-même de conserver notre indépendance rédactionnelle et notre excellente qualité journalistique* ». Le chiffre d'affaires du Spiegel avait baissé de 6 % en 2012, soit 307 millions d'euros, équivalant à celui de 2003, avec 10 % de recettes publicitaires en moins. Pour la première fois depuis de nombreuses années, une baisse de la diffusion est redoutée. Une réduction des effectifs permettrait, le cas échéant, de s'adapter « *aux changements structurels dans les médias et aux changements du marché* », selon Ove Saffe.

L'éditeur Berliner Verlag (groupe DuMont Schauberg) des quotidiens berlinois *Berliner Zeitung* et *Berliner Kurier* va supprimer au minimum 10 % de postes, soit 40 sur 368 d'ici à la fin 2013. Avec un effectif de 500 salariés, le quotidien de gauche *Frankfurter Rundschau*, fondé en 1945 et appartenant au même groupe, quant à lui, a déposé le bilan en novembre 2012. De 200 000 exemplaires dans les années 1980, sa diffusion

est tombée à 100 000. De l'ordre de 15 à 20 millions d'euros, les pertes annuelles récurrentes prouveraient, selon les syndicats, l'échec de la stratégie de fusion de certains services de la rédaction avec ceux du *Berliner Zeitung*. Ce rapprochement aurait conduit à la « perte d'identité » du *Frankfurter Rundschau*, lequel sera le premier quotidien national à disparaître en Allemagne depuis la guerre, s'il ne trouve pas de repreneur. En janvier 2013, deux candidats, un investisseur allemand et un groupe de médias turc (Estetik Yayincilik), proposent, l'un comme l'autre, des réductions d'effectifs drastiques. Le journal continue de paraître durant les négociations.

Le 7 décembre 2012, le groupe Gruner+Jahr, filiale du géant mondial des médias Bertelsmann, met fin à la parution du *Financial Times Deutschland*, quotidien qu'il avait lancé en 2000 avec le groupe Pearson, éditeur du journal britannique de la finance. Figurant parmi les groupes de presse européens les plus importants (*Gala*, *Géo*, *Capital*...), Gruner+Jahr avait repris seul le *Financial Times Deutschland* en 2008 (voir *REM* n°6-7, p.8). Afin de réduire les coûts, Gruner+Jahr avait alors fusionné les rédactions de ses titres, quotidiens et magazines, consacrés à l'économie : une expérience alors inédite en Allemagne. Du même coup, ses magazines économiques, *Börse Online* et *Impulse*, se retrouvent également mis en vente, à l'exception de *Capital*. Le site internet du *Financial Times Deutschland* est également fermé. Au total, plus de 360 salariés sont concernés, dont 250 journalistes. Lancé pour concurrencer *Handelsblatt*, titre phare de la presse économique allemande, le *Financial Times Deutschland* a toujours été déficitaire et les pertes cumulées atteignent 250 millions d'euros. Pratiquant un journalisme de qualité, récompensé par 90 prix journalistiques au cours des quatre dernières années, le quotidien aura connu un succès éditorial qui n'aura pas manqué d'influencer ses concurrents. En dix ans, la diffusion totale des journaux allemands a chuté de 23 millions à 18 millions d'exemplaires en semaine, tandis que les recettes publicitaires sont passées de 6 milliards d'euros en 2001 à 3,7 milliards en 2011.

En Belgique, les employés du quotidien *Le Soir* se sont mis en grève le 14 décembre 2012. A l'origine de ce mouvement social figure un plan de licenciement établi par le groupe Rossel, propriétaire du titre bruxellois. Invoquant une forte baisse des revenus publicitaires, la direction du groupe table sur une réduction à la fois de la pagination et des charges salariales du quotidien, se traduisant par une baisse des coûts de production évaluée à 1,5 million d'euros et à 3,8 millions pour les salaires. La réduction portera sur 10 % des effectifs au siège du journal, soit 34 personnes en moins. Des départs à la retraite anticipés seraient proposés par la direction, qui compte également s'engager à indemniser des départs volontaires. Mais l'équipe rédactionnelle, composée de 107 journalistes (ils étaient 129 en 2010), redoute surtout de ne plus être en mesure d'assurer la qualité de leur travail, faute de

moyens humains suffisants. D'autant qu'en novembre 2012, le journal a lancé une offensive commerciale innovante sur le terrain du numérique en offrant une tablette pour chaque abonnement à son édition numérique. Le pack « Newstablette », compris entre 23 et 41 euros par mois selon la tablette choisie, a suscité plus de 1 000 abonnements au cours des neuf premiers jours et enregistré plus de 200 demandes quotidiennes à la mi-décembre (60 % pour *Le Soir* et 40 % pour les titres régionaux du pôle Sud Presse). L'objectif du groupe Rossel est d'atteindre les 5 000 abonnements en un an. En octobre 2012, le groupe Rossel a repris le pôle Champagne-Ardenne-Picardie (*L'Union de Reims*, *L'Est Eclair*, *L'Aisne Nouvelle*, *L'Ardennais* et *Libération Champagne*), vendu par le Groupe Hersant Média au sein duquel il souhaiterait supprimer un tiers des effectifs de 600 salariés (voir *supra*).

En Espagne, Prisa, premier groupe de médias du pays et éditeur du quotidien de centre gauche *El País*, licencie 129 journalistes, principalement au sein des rédactions de Madrid et de Barcelone. Les intéressés, parmi lesquels des journalistes réputés travaillant pour le quotidien depuis de nombreuses années, ont été avertis par courriel le 9 octobre 2012. A ce plan social s'ajoutent 20 départs en préretraite, ce qui porte à près d'un tiers la réduction des effectifs d'un total de 466 salariés. Des manifestations, des grèves et des débrayages ont été organisés dans plusieurs villes du pays, largement relayés sur Internet, durant les semaines qui ont suivi. En Espagne, une soixantaine de médias ont disparu depuis novembre 2008, entraînant près de 8 000 suppressions d'emplois, dont 3 000 pour la seule année 2012 (voir *REM* n°22-23, p.40). Diffusé à plus de 330 000 exemplaires, le quotidien de référence *El País* enregistre pourtant un bénéfice de 1,8 million d'euros au premier semestre 2012, alors que les revenus publicitaires de la presse quotidienne espagnole ont baissé de 60 % depuis 2007 et son lectorat de 15 %. Mais la direction du journal annonce 2 à 3 millions d'euros de pertes pour 2012 et 7 millions prévus pour 2013 à cause de la chute drastique des revenus publicitaires et souhaite axer la stratégie du journal sur le numérique et l'international.

La colère des salariés du journal fut immanquablement à son comble à l'annonce de la rétribution de 13 millions d'euros touchée par le PDG de Prisa, Juan Luis Cebrian, en 2011, au moment de la prise de participation majoritaire du fonds d'investissement américain Liberty Acquisition Holding au capital du groupe (voir *REM* n°17, p.27) ; alors que les salariés épargnés par cette vague de licenciements sans précédent verront leur rémunération baisser de 15 %. La politique de diversification menée au cours des dernières années, notamment dans l'audiovisuel, s'est soldée par un endettement du groupe évalué à 3,5 milliards d'euros. Le directeur du journal, Javier Moreno, évoque, quant à lui, « un changement de modèle », afin d'anticiper l'avènement de la presse numérique et, par conséquent, la future disparition de la presse imprimée. Au sein d'un autre quotidien national, *El Mundo*, 130 salariés

ont déjà eu à négocier leur départ, selon un plan de restructuration annoncé l'été 2012.

En France, l'année 2012 aura été marquée par la disparition définitive du titre *France Soir* après l'échec de sa tentative de survie sur le Web et par le passage au tout numérique du quotidien consacré à l'économie *La Tribune*. Mais des événements survenus à la fin de l'année révèlent un passage en 2013 assez difficile. En décembre 2012, la direction du *Figaro* a annoncé un plan de départs volontaires de 70 à 90 personnes ouvert à partir de janvier 2013, soit 10 % de ses 880 salariés. Toutes les catégories de personnel sont concernées au sein de la Société du *Figaro*, qui regroupe le quotidien, les suppléments (*Figaro Magazine*, *Figaro Madame*, *TV Mag*) et le site internet, à l'exception du personnel de la régie publicitaire. Par ailleurs, un plan d'investissement de 18 millions d'euros sur cinq ans sera consacré à de nouvelles formules éditoriales pour le quotidien et le *Figaro Magazine*, ainsi qu'à la refonte du *figaro.fr*, au profit des formules payantes.

En outre, un portail vidéo, *Figaro TV*, sera lancé afin de collecter de la publicité vidéo et de préparer le journal au déploiement de la télévision connectée. Une dizaine de postes seront créés pour développer ces activités numériques. Alors que 45 postes de journalistes avaient déjà été supprimés lors de la précédente vague de licenciements en 2008, la rédaction du *Figaro* s'interroge sur sa capacité à fournir encore davantage de contenus. Pour la première fois depuis longtemps, les journalistes ont voté un arrêt de travail au cours d'une assemblée générale le 20 décembre 2012.

Quelques mois plus tôt, en septembre 2012, le quotidien sportif *L'Equipe* était absent des kiosques à la suite d'un mouvement social. La direction a annoncé son intention de supprimer, au cours de l'année 2013, 46 postes sur la base du volontariat sur les 500 que compte le pôle presse du groupe, incluant le bihebdomadaire *France Football*. L'objectif fixé est d'économiser 12 millions d'euros d'ici à 2014. Entre 2006 et 2011, la diffusion du titre a chuté de 350 000 à 285 000 exemplaires. Si les événements sportifs majeurs de l'année 2012 ont entraîné une hausse des ventes (+5 % pour les Jeux olympiques), la diffusion avait chuté de 12,5 % en 2011. Un changement de maquette du quotidien est prévu début 2013. Les investissements dans la TNT avec le lancement en décembre 2012 de *L'Equipe 21* (voir *supra*) et l'accent mis sur le développement du site *Lequipe.fr*, notamment après la fusion des rédactions *print* et *web*, conduisent à s'interroger sur la place laissée à l'imprimé dans le futur. Selon François Morinière, directeur général du groupe *L'Equipe*, l'activité presse constituera encore 75 % du chiffre d'affaires dans les trois ou quatre ans à venir, contre 85 % aujourd'hui. Maison mère de *L'Equipe*, le groupe Amaury a finalisé un autre plan de départs volontaires en 2012, qui touche 46 salariés sur un total de 537, au sein de son quotidien *Le Parisien-Aujourd'hui en France*.

En novembre 2012, l'annonce d'un plan de restructuration, comprenant la suppression de 180 emplois sur un effectif total de 1 040, a déclenché un mouvement de grève inédit, empêchant la parution du quotidien bordelais *Sud Ouest*. Ce plan concerne notamment 34 journalistes et la fermeture de plusieurs agences locales (*Charente, Pyrénées-Atlantiques et Gers*), il doit permettre d'économiser 12 millions d'euros. Misant sur des départs volontaires, la direction explique qu'il n'est plus possible de financer des agences locales, à l'instar de celle installée à Auch dans le Gers, où la diffusion du titre ne dépasse pas les 2 500 exemplaires. Pour celles des agences situées à Angoulême et à Pau, il s'agit d'organiser une « mutualisation » des moyens entre les différents titres du groupe (*Sud Ouest, La Charente Libre et La République des Pyrénées*) diffusés en Charente et dans les Pyrénées-Atlantiques. Ici encore, la question se pose aux journalistes de savoir comment assurer un travail de qualité équivalente avec deux fois moins de personnel, soit 5 journalistes selon la nouvelle organisation de l'agence de Pau au lieu de 17. Il leur apparaît contradictoire de fermer des agences locales alors que l'objectif majeur est d'augmenter la diffusion du journal. Deux agences (celle de Périgueux en Dordogne et celle d'Agen dans le Lot-et-Garonne) ont déjà été converties au bi-média, les autres devraient suivre. Les journalistes de Périgueux et d'Agen invoquent une charge de travail supplémentaire importante. Fin 2012, le groupe *Sud Ouest* achève également la mise œuvre du plan de départ de 150 salariés, décidé un an auparavant, au sein des Journaux du Midi (*Midi Libre, L'Indépendant, Centre Presse*). Deuxième quotidien français, après *Ouest France*, avec une diffusion de 280 000 exemplaires, *Sud Ouest* a perdu 3 millions d'euros en 2012.

Diffusé à 40 000 exemplaires dans le Limousin, avec cinq éditions, le quotidien régional *L'Echo du Centre* attend la décision du tribunal de commerce qui sera rendue en mars 2013. Aux difficultés économiques communes à l'ensemble des quotidiens, s'ajoute un manque à gagner de 60 000 euros dû à l'arrêt de la publication des annonces légales sur décision du Conseil général de Haute-Vienne. Pour survivre, le journal a envisagé, sans donner suite, de devenir hebdomadaire. Une première souscription lui avait permis de renouveler son équipement informatique en 2007. Le dernier appel à la générosité de ses lecteurs en 2011, afin de réunir la somme de 100 000 euros, est resté insuffisant. *L'Echo du Centre* emploie 35 journalistes sur un effectif total de 70 personnes. Selon le scénario le plus optimiste, une vingtaine de postes seront supprimés si le journal paraît toujours. Selon le pointage effectué par le journaliste Erwan Gaucher sur son blog, 6 quotidiens sur 55 n'ont pas enregistré une baisse de leur diffusion depuis 2006.

Editeur en Italie du premier quotidien national *Il Corriere della Sera*, diffusé à plus de 590 000 exemplaires, ainsi que de la *Gazzetta dello Sport*, premier quotidien sportif du pays, RCS Media Group annonce un plan de restructuration en novembre 2012. Celui-ci entraînera une

réduction de 10 % de ses effectifs (plus de 5 000 salariés) dans l'ensemble de ses activités de presse et d'édition. Une centaine d'emplois devraient être supprimés au sein du quotidien *Il Corriere della Sera*. Acquéreur en 2007 du groupe de presse espagnol Recoletos, éditeur notamment des quotidiens *El Mundo*, *Marca* et *Expansion* (voir *REM* n°2-3, p.24), RCS Media Group subit depuis cette date un lourd endettement, ramené à 875 millions d'euros en 2012 grâce à la vente de la maison d'édition Flammarion (voir *REM* n°24, p.19). Face à la baisse des revenus publicitaires en Italie et à la récession économique en Espagne, RCS Media Group affiche une perte nette de 380 millions d'euros pour un chiffre d'affaires en recul de 11 % pendant les neuf premiers mois de l'année 2012. Une dizaine de magazines du groupe pourraient disparaître et l'activité d'imprimerie serait cédée. RCS Media Group compte sur ses actionnaires (Fiat, Pirelli, Diego Della Valle...) pour procéder à une augmentation de capital. Son concurrent Mondadori, filiale du groupe Fininvest, a présenté un plan de restructuration en janvier 2013, avec notamment la fermeture de quatre magazines mensuels, tandis que le quotidien économique du groupe *Il Sole 24 Ore* enregistre un déficit supérieur à 20 millions d'euros pour 2012.

Au Royaume-Uni, en novembre 2012, le milliardaire russe Alexandre Lebedev annonce être à la recherche d'un partenaire, comme actionnaire minoritaire, pour faire face aux pertes de 14 millions de livres prévues pour 2013 du quotidien *The Independent* qu'il avait acquis, ainsi que son édition dominicale (*The Independent on Sunday*), pour une livre symbolique en mars 2010 (voir *REM* n°17, p.17) et dont la diffusion ne dépasse pas 80 000 exemplaires.

En décembre 2012, des rumeurs ont couru pendant plusieurs semaines au sujet de la cession de FT Group, comprenant *The Financial Times* et une participation de 50 % dans l'hebdomadaire *The Economist*, au point que des candidats au rachat se sont déclarés, à l'instar de Michael Bloomberg (propriétaire de l'agence financière de même nom) et sa concurrente Thomson Reuters. *The Financial Times* et son site internet FT.com sont valorisés entre 880 millions et 1,2 milliard d'euros. En janvier 2013, le groupe d'édition Pearson, propriétaire du FT Group qui ne représente que 6 % de son chiffre d'affaires, dévoile son intention de réduire les coûts de fabrication du journal et d'investir dans Internet. Un plan de départ volontaire devra permettre, à terme, de supprimer 25 postes, tandis que 10 journalistes seront recrutés sur des postes dédiés aux services en ligne, y compris les terminaux mobiles et les réseaux sociaux. Priorité sera donnée aux services et applications numériques pour la diffusion des informations.

En Suisse, le groupe Le Temps SA, éditeur du quotidien *Le Temps*, met en place un plan social en novembre 2012 : 18 postes seront supprimés sur un effectif total de 144, soit une réduction de 9 % de ses effectifs. En proie à des difficultés économiques constantes, le journal a déjà réduit

son personnel en 2006 et en 2009. Sa directrice, Valérie Boagno, juge nécessaire d'ouvrir une réflexion sur « *l'offre future* », en se penchant sur les nouveaux supports à disposition des médias.

Sources :

- « "L'Equipe" annonce un plan de départs volontaires », A.F., *Les Echos*, 11 septembre 2012.
- « Longtemps préservée, "L'Equipe" est touchée à son tour par la crise de la presse », AFP, tv5.org, 20 septembre 2012.
- « Les salariés d'"El País" dénoncent un plan social et sensibilisent les lecteurs », Sandrine Morel, *Le Monde*, 30 octobre 2012.
- « Sévère restructuration à "Sud Ouest" », Guillaume Mollaret, *Le Figaro*, 12 novembre 2012.
- « "Le Temps" va licencier », lematin.ch, 13 novembre 2012.
- « Le quotidien allemand "Frankfurter Rundschau" dépose le bilan », Afp, tv5.org, 14 novembre 2012.
- « Le quotidien espagnol "El País" se sépare d'un tiers de ses effectifs », Aude Carasco, *La Croix*, 14 novembre 2012.
- « Grève à "Sud Ouest" : conflit au canard », Stéphanie Lacaze, *Libération*, 14 novembre 2012.
- « L'éditeur du "Corriere della Sera" prépare un plan de restructuration », Pierre de Gasquet, *Les Echos*, 15 novembre 2012.
- « Le recul des ventes papier et de la publicité affecte la presse allemande », Blandine Milcent, *Le Monde*, 16 novembre 2012.
- « Le "Financial Times Deutschland" attend sa fin », Thibaut Madelin, *Les Echos*, 22 novembre 2012.
- « Le "Financial Times Deutschland", nouvelle mort d'un journal », AFP, tv5.org, 23 novembre 2012. – « Allemagne : la direction du magazine "Der Spiegel" annonce une cure d'austérité », AFP, tv5.org, 29 novembre 2012.
- « Suisse : Le Temps SA, société éditrice du quotidien éponyme, supprime 18 postes pour des raisons économiques, La Correspondance de la Presse, 30 novembre 2012. – « Cure d'austérité en vue pour le magazine allemand "Der Spiegel" », La Correspondance de la Presse, 30 novembre 2012.
- « Allemagne : l'éditeur Berliner Verlag, éditeur notamment du "Berliner Zeitung", va supprimer plus de 10 % de ses postes », La Correspondance de la Presse, 30 novembre 2012. – « Grande-Bretagne : le propriétaire de "The Independant", Alexandre Lebedev, cherche un actionnaire minoritaire pour éponger les pertes essuyées par le quotidien », La Correspondance de la Presse, 30 novembre 2012.
- « Succès pour la "Newstablette" », Jean-François Munster, *Le Soir*, 7 décembre 2012. – « Jeu décisif pour "L'Equipe" », Marie de Vergès, *Eco & Entreprise, Le Monde*, 11 décembre 2012.
- « Bloomberg s'intéresserait au "FT" », Karl de Meyer, *Les Echos*, 11 décembre 2012. – « Grève des salariés au quotidien belge "Le Soir" »

- », Jean-Pierre Stroobants, lemonde.fr, 15 décembre 2012.
- « De 70 à 90 départs volontaires au “Figaro” qui veut investir dans la vidéo », AFP, tv5.org, 20 décembre 2012. – « “Le Figaro” piqué de grève », Isabelle Hanne, *Libération*, 21 décembre 2012.
 - « Le groupe Figaro annonce un plan de départs en prévision d’une année 2013 “extrêmement difficile” », Xavier Ternisien, *Le Monde*, 22 décembre 2012. – « Un nouveau quotidien français en danger », Erwann gaucher, erwanngaucher.com, 11 janvier 2013.
 - « En Italie, Mondadori envisage un plan de restructuration qui pourrait passer par une réduction de 25 % des effectifs », *La Correspondance de la Presse*, 24 janvier 2013. – « Royaume-Uni : “The Financial Times” annonce un plan de restructuration orienté vers l’ère du numérique », *La Correspondance de la Presse*, 24 janvier 2013.
 - « Deux candidats au rachat du journal allemand “Frankfurter Rundschau” », AFP, tv5.org, 30 janvier 2013.